

Le rôle des facteurs internationaux dans la législation des petites entreprises en Hongrie

The International Factors in the Legislation of Small Business in Hungary

Paul Pilisi

Volume 18, numéro 4, 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702249ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702249ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Pilisi, P. (1987). Le rôle des facteurs internationaux dans la législation des petites entreprises en Hongrie. *Études internationales*, 18(4), 717–737.
<https://doi.org/10.7202/702249ar>

Résumé de l'article

In Hungary, the Party Politburo decided as of January 1st, 1982, to legalize independent small business organizations. International factors with internal socio-economic effects contributed to a hastening in the decision-making process in favour of economic pragmatism, and contrary to ideological principles.

The current Hungarian experience constitutes a model for reformist changes proposed by Michael Gorbachev in the Soviet Union. The socio-political effects of the Hungarian experience appear also in changes to the political culture. These changes, like the appearance of multiple candidates and political pluralism in elections raise the following question : without the reform of the soviet-type political regime, is it possible to reform the socio-economic System ?

LE RÔLE DES FACTEURS INTERNATIONAUX DANS LA LÉGISLATION DES PETITES ENTREPRISES EN HONGRIE

Paul PILISI*

« Il ne faut pas accuser le miroir lorsque
c'est l'image qui est croche. » Gogol

ABSTRACT — *The International Factors in the Legislation of Small Business in Hungary*

In Hungary, the Party Politburo decided as of January 1st, 1982, to legalize independent small business organizations. International factors with internal socio-economic effects contributed to a hastening in the decision-making process in favour of economic pragmatism, and contrary to ideological principles.

The current Hungarian experience constitutes a model for reformist changes proposed by Michael Gorbatchev in the Soviet Union. The socio-political effects of the Hungarian experience appear also in changes to the political culture. These changes, like the appearance of multiple candidates and political pluralism in elections raise the following question: without the reform of the soviet-type political regime, is it possible to reform the socio-economic system?

Sous le poids de la convergence des facteurs internationaux et nationaux, le gouvernement hongrois autorisait l'établissement des petites entreprises et organisations dès 1982: Se lancer dans l'entreprise privée, c'est exercer son droit de citoyen. Les petites entreprises et organisations peuvent être formées dans les secteurs privé ou étatique. En 1987, plus de 350,000 personnes, majoritairement des jeunes, travaillaient dans plus de 25,000 petites entreprises et organisations, ce qui représente plus de 8 % de la main-d'oeuvre active du pays. La légalisation des petites entreprises et organisations a été décidée par les instances supérieures du Parti, sans consultation auprès des appareils.

Certes, on ne peut pas établir de liens directs entre l'expérience hongroise et le « Rapport de Novossibirsk »¹, présumément rédigé par le professeur T. Zaslavskaja

* Professeur de science politique au Département des sciences humaines de l'Université du Québec à Chicoutimi, Canada.

L'étude est réalisée dans le cadre de la coopération scientifique entre le Canada et la Hongrie. L'auteur exprime sa reconnaissance aux autorités de l'Académie des Sciences de Hongrie et du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada pour leur aide dans la poursuite de la recherche.

1. Le rapport en question était publié pour la première fois en Occident par le *Washington Post*, le 3 août 1983.

au printemps 1983. La présentation de ce rapport devant un cercle restreint de dirigeants soviétiques n'aurait pas pu être conçue sans initiative et caution de Youri Andropov, 1^{er} secrétaire du Parti à l'époque. Ce rapport présume que la « gestion centralisée » de l'économie soviétique a « épuisé toutes ses possibilités » et qu'il faut désormais développer le « rôle du marché ». Ensuite, cette gestion centralisée engendre chez les travailleurs des « comportements spontanés », c'est-à-dire le ralentissement de la productivité. Or, les « groupes sociaux » opposés aux réformes occupent des « positions clés dans le système ».²

Les 27 et 28 janvier 1987, le Comité Central du Parti communiste de l'URSS a approuvé les projets visant à la modernisation de l'économie et de la société soviétiques. Quelques jours auparavant, Mme Tatiana Zaslavskaia séjournait en Hongrie, et son diagnostic sur les changements proposés par M. Gorbatchev, 1^{er} secrétaire du Parti de l'URSS, se résume comme suit :

Il faut être naïf pour croire que les changements désirés et fondamentaux peuvent être exécutés en quelques années. Si nous prenons ce devoir de façon sérieuse, la solution peut exiger de longues années voire des décennies. Il faut également compter avec la résistance des appareils.³

En Hongrie, la résistance des appareils a été brisée d'une certaine manière par le démantèlement des trusts étatiques et leur transformation en petites et moyennes entreprises. La subvention étatique a été substituée par le crédit bancaire dont la productivité de l'usine étatique représente désormais la condition d'existence. Les entreprises étatiques déficitaires ont été et sont en train d'être liquidées. À partir de 1985, l'entreprise étatique est gérée par un conseil composé pour moitié de délégués d'ouvriers, élus par vote secret ; l'autre moitié englobe des dirigeants de l'entreprise. Cette forme d'une certaine démocratie industrielle n'aurait pas été possible sans l'expérience des petites entreprises et organisations qui fonctionnent en Hongrie depuis 1982 avec une productivité exemplaire.

Dès le début de la décennie 1970, marquée par la « coopération et la sécurité européenne », les pays socialistes commencent à importer les technologies, le savoir-faire et les capitaux occidentaux. Les technologies occidentales ne sont pas adaptables à la gestion centralisée de l'économie, ni au système salarial ni au comportement des ouvriers des pays socialistes. Cette expérience prouve, entre autres, que le milieu socio-organisationnel et la gestion des entreprises ne permettent pas l'utilisation efficace et optimale des technologies occidentales en l'absence d'une réadaptation structurelle préalable.

Suite à l'élargissement des rapports économiques et commerciaux Est-Ouest, la crise pétrolière de 1973 et celle de 1979 affectaient de façon particulière les pays socialistes. En général, la crise dans les pays de l'Est est avant tout une crise structurelle doublée d'une crise conjoncturelle. La crise structurelle est étroitement

2. *Idem.*

3. I. ZALAI, « Interju Tatjana Zaslavszkaja akadémikussal a szovjet társadalom és gazdaság megújulásáról », (Interview avec l'académicienne Tatiana Zaslavskaia sur le renouveau de la société et de l'économie soviétiques), dans *Népszabadság*, le 24 janvier 1987.

liée à la régulation de la planification centralisée des économies nationales. En pleine crise, il est impossible de la remplacer par une régulation différente.

Dans le monde occidental, la crise économique remet indirectement en question l'État de « bien-être ». Cette crise affecte également, à l'Est comme à l'Ouest, les secteurs de l'éducation, des affaires sociales, la culture politique. Parallèlement, des perturbations apparaissent en ce qui concerne le rôle des institutions politiques et sociales assurant la régulation des économies nationales intégrées. À l'Est comme à l'Ouest, ces institutions doivent accepter des fonctions différentes en vue de pouvoir adopter des solutions aux problèmes inédits et suscités par une période de transition économique, sociale et technologique.

Dans le sillage de la crise économique, l'intérêt suscité par l'analyse comparative des nouveaux modèles possibles s'est accru, et il en va de même pour le contenu et les formes de régulation de l'espace organisationnel et social de la technologie au sens le plus large du terme.

I – OBJECTIFS ET QUELQUES PROBLÉMATIQUES DES RECHERCHES COMPARATIVES INTERNATIONALES

L'un des objectifs des études comparatives est de développer les aptitudes permettant de palper les différences et similitudes de développement qui se manifestent à l'échelle internationale. Étant donné qu'en science politique, la démarche comparative est d'après certains⁴, encore « dans l'enfance », notre objectif se limite à quelques réflexions sur quelques théories et modèles. Grâce à la coopération réalisée dans le domaine des recherches comparatives, il est possible d'éliminer l'approche « sélective » des chercheurs suivant seulement les cadres de l'approche nationale, approche saisissant à travers « des lunettes de couleur nationale » tous les événements et les changements qui se produisent.

« Les échanges effectués avec les partenaires étrangers enrichissent avec de nouveaux points de vue les conceptions originales de chacun des participants, et ainsi le programme de recherche définitif sera plus large et mieux réfléchi que le programme original de n'importe lequel des participants... La participation à la coopération internationale accroît l'intérêt de chaque pays envers les recherches et renouvelle les ressources qui sont à la disposition de la réalisation de l'analyse dans chacun des pays. »⁵

L'objectif rarement exprimé de la participation aux recherches internationales est de développer les méthodes, les notions et approches utilisées au préalable dans le contexte des questions étudiées, et de formuler le besoin de nouvelles modalités d'approches*.

4. D.-L. SEILER, *La politique comparée*, Paris, Armand Colin, 1982, pp. 13-15.

5. L. CSEH-SZOMBATHY, « Le rôle des études comparatives internationales », dans *Statisztikai Szemle*, (Budapest), 1984, no. 2, p. 394.

* The European Center for the Coordination of Research and Documentation in Social Sciences, situé à Vienne, joue un rôle considérable dans la coopération entre chercheurs de l'Est et de l'Ouest.

Parmi les types de recherches comparatives dans les domaines de la sociologie du travail et de l'industrie,⁶ il convient de mentionner les suivantes :

1. Les approches critiques de la conception de structure universelle.
2. Les efforts en vue d'adopter la pratique du pays déclaré « modèle » en fonction des résultats.⁷

Les recherches appartenant à la première catégorie expriment de façon significative les possibilités et les alternatives de solutions technologiques et socio-organisationnelles. Les chercheurs représentant cette approche de la manière la plus marquante résument l'essentiel de leurs efforts comme suit : « ... selon notre approche, ni les concepts de « profession » ou de « métier », ni les modèles (tayloriens ou post-tayloriens) de l'entreprise, ni les systèmes de production (de masse ou professionnels) ne sont universels ; si des tendances analogues de changement peuvent être observées, celles-ci sont en fait modulées dans chaque pays par le jeu des « interdépendances » entre « entreprise » et « société » (ou entre « l'économique » et le « sociétal »), l'analyse historique et institutionnelle. »⁸

La deuxième catégorie des recherches comparatives est très bien illustrée par les travaux consacrés à l'analyse des mécanismes de la société japonaise⁹ et à la pratique économique de cette société, ces recherches s'efforcent à travers celles-ci de trouver une adaptation aussi efficace.

La complexité socio-économique, politique et culturelle de la société japonaise attire l'attention sur l'impossibilité de l'implantation complète de la pratique économique et sociale du Japon. De même, l'imposition du modèle soviétique aux pays de l'Est souligne les difficultés d'une adaptation de certains éléments prélevés du contexte soviétique. L'importation des méthodes et des techniques organisationnelles et de gestion des pays occidentaux vers les pays socialistes soulève des problèmes similaires.¹⁰

L'expérience des petites entreprises et organisations en Hongrie correspond aux attentes déclarées par M. Gorbatchev, entre autres, lors de la réunion du Comité Central du Parti du 27 au 28 janvier 1987.¹¹ Cependant, l'application du « modèle » hongrois en Union soviétique soulève les difficultés et problèmes ci-haut mentionnés.

6. Cs. MAKÓ, « Mutations technologiques, nouvelles formes de régulation et transformations des entreprises » (PICS France-Hongrie séminaire, 29 septembre – 3 octobre 1986), Paris. (Manuscrit), pp. 6-7.

7. ST-WOOD, « Toward socialist-capitalist comparative analysis of the organisational problem », London School of Economics, London, 1984, (manuscrit).

8. M. MAURICE, *et alii*, « Des entreprises en mutation dans la crise », LEST Aix-en-Provence, 1986, pp. 13-14, dans Cs MAKÓ, *op. cit.* pp. 10-11.

9. D. DORE, *British Factory-Japanese Factory. The Origins of National Diversity in Industrial Relations*, Berkeley, University of California Press, 1973.

10. M.R. BEISSINGER, *Andropov's Economic Strategy and Its Pitfalls*, Harvard University Press, Russian Research Center, 1984, (Manuscrit) et T.J. COLTON, *The Dilemma of Reform in the Soviet Union*, New York, Council of Foreign Relations Inc., 1986 et M. DRACH, *La crise dans les pays de l'Est*, Paris, Éditions La découverte, 1986, pp. 64-68.

11. Cf. *Népszabadság*, le 29 janvier 1987.

En premier lieu, la plus haute instance du Parti, le Bureau Politique, décida, sans consultation des appareils, de légaliser les petites entreprises. Deuxièmement, dans les autres pays de l'Est, les dirigeants politiques avaient joué un rôle déterminant dans l'élimination des réformes après 1968. En troisième lieu, dans le sillage de la réforme économique de 1968, la culture politique en Hongrie a subi des changements considérables. La critique ouverte des vicissitudes du système avait sa place non seulement dans les revues littéraires mais aussi dans les journaux du Parti et du gouvernement. En plus, l'expérience des petites entreprises et organisations permet de comparer le secteur étatique au secteur privé du point de vue de l'intérêt, de l'efficacité, de la productivité et de la discipline.

De ce point de vue, la « deuxième économie » légalisée est considérée comme un « miroir » qui fait découvrir la « vérité de l'économie étatique ». Le quotidien du Comité central du Parti hongrois reproduisait à cet égard une sentence de l'écrivain russe Gogol, critique ironique de la Russie du XIX^{ème} siècle: « Il ne faut pas accuser le miroir lorsque c'est l'image qui est croche. »¹²

En 1983, T. Zaslavskaja n'a communiqué son diagnostic sur l'économie et la société soviétiques que devant un cercle restreint de dirigeants. Par contre, le « diagnostic » du quotidien du gouvernement hongrois sur des problèmes similaires est accessible à tous.

« Constatation: les membres des Communautés économiques de travail des entreprises réalisent une productivité exceptionnelle, honnêtement rémunérée après les heures du travail officiel... ce ne sont pas ces communautés qui causent des problèmes, mais c'est plutôt la gestion de l'économie qui est déraillée. »¹³

Sans mention explicite, le programme de M. Gorbatchev en vue de renouveler la société et l'économie soviétiques se réfère aux résultats de l'expérience hongroise. En Hongrie, les formes que prennent les petites entreprises et organisations dans le secteur étatique peuvent être réparties d'après la typologie suivante:

1. La mise en location-gérance contractuelle des unités ou établissements (magasins, restaurants, cafés, etc.) visant le commerce intérieur, et qui est accordée aux plus offrants lors de ventes aux enchères pour une période déterminée. (Les gérants sont autorisés à engager les salariés suivant les lois du marché).
2. Communauté économique de travail de l'entreprise (CETE), regroupant ouvriers, techniciens, ingénieurs et salariés du secteur industriel. Ces communautés autonomes fonctionnent après les heures régulières de travail; les conditions salariales sont négociées en fonction de l'offre et de la demande du marché. (L'élite des travailleurs).
3. Groupes coopératifs industriels et de services travaillant sous le couvercle des entreprises étatiques sous forme contractuelle. Les conditions de travail et les termes du contrat sont négociés suivant le principe de l'offre et de la demande.

12. *Népszabadság*, le 8 mai 1985.

13. I. KOCSEI, « Láttelet és diagnózis » (Examen et diagnostic), dans *Magyar Hírlap*, 11 juillet 1984.

Les principales formes des petites entreprises individuelles ou collectives du secteur privé sont les suivantes :

1. Communauté économique du Travail (CET), où plusieurs personnes mettent en commun leur savoir-faire et leurs capitaux en vue de fonder une petite entreprise dans les secteurs les plus divers de l'économie.
2. Société de droit civil (SDC), laquelle regroupe, en général, des petites organisations d'intellectuels, de professions libérales, de scientifiques, de managers qui ouvrent des bureaux-conseils de services juridiques, techniques ou autres.
3. Le secteur de l'artisanat et du commerce privé regroupe les artisans et les commerçants autorisés à engager des employés-salariés dont le salaire est négocié suivant les lois du marché.

II – LE POIDS DE LA CONTRAINTE : LA CONVERGENCE DES FACTEURS INTERNATIONAUX ET NATIONAUX DANS LA LÉGALISATION DES PETITES ENTREPRISES ET ORGANISATIONS

Un facteur extérieur a également joué un rôle certain dans le dépérissement des réformes dans le secteur industriel de la Hongrie : La coopération entre pays socialistes consiste essentiellement dans la coordination des plans nationaux. Or, une économie décentralisée ne correspondait pas à l'esprit et à la pratique de la coopération au sein du COMECON.

Durant la décennie 1970, marquée, cela a été mentionné, par la coopération et la sécurité européenne, les pays socialistes commencent à importer les technologies, le savoir-faire et des capitaux des pays occidentaux. D'après cette politique économique, les pays socialistes importent à crédit et projettent de rembourser en exportant des biens issus de ces pays. Cette anticipation de la dette était basée sur une stratégie économique erronée. Les technologies importées et inadaptées à l'économie centralisée ne produiront pas les mêmes effets qu'en Occident. L'endettement brut de la Hongrie envers les pays occidentaux augmentera de façon considérable. De 1971 à 1977, la dette de 1,1 milliard a atteint 5,7 milliards de dollars américains. En 1979, l'endettement du pays était de 8,5 milliards et, en 1986, de 11 milliards.¹⁴

Suite aux effets de la première crise pétrolière (non planifiable à l'avance) de 1973 et de la crise économique, la Hongrie appliquera une politique d'austérité. Le 20 octobre 1977, la direction du Parti adopte une résolution dont les effets se feront sentir à partir de 1979. La résolution réduit les pouvoirs des organes centraux, élargit les domaines de l'économie privée et soumet les prix domestiques aux prix mondiaux. Le démantèlement des trusts aura permis au Parti de fractionner les structures bureaucratiques de ces géants industriels. La mise sur pied des petites et moyennes entreprises étatiques, mieux adaptées aux changements conjoncturels, est également engagée.

14. *Le Monde*, le 16 novembre 1986.

Les objectifs de cette politique économique seront compromis par les effets de la deuxième crise pétrolière de 1979 au moment de l'entrée en vigueur des décisions de la haute direction du Parti. Dès 1979, la stagnation économique progresse vers l'approfondissement de la crise; grâce aux secteurs privé et coopératif de l'agriculture, la Hongrie sera moins éprouvée que les autres pays socialistes. La fuite vers la « deuxième économie » devient alarmante, les ouvriers et employés tentant de compenser les effets négatifs de l'inflation et de la diminution de la force d'achat. Cette deuxième économie attire une partie considérable de la main-d'oeuvre régulière: réparations, services, marché noir. Les revenus tirés de ces activités échappent à tout contrôle institutionnel.

Dans son rapport au Comité Central du Parti, au début de 1980, l'Office de la planification centrale identifie la « deuxième économie » comme étant l'ensemble des activités répondant aux besoins sociaux reconnus et gérées par les lois du marché. Suite à la réception du rapport, le Bureau Politique du Parti a pris une décision de principe favorable à la deuxième économie et a formulé des recommandations à l'adresse du Conseil des ministres en février 1980.

Cette prise de position et les recommandations du Bureau Politique ont été communiquées aux membres du Parti et des appareils. Cependant, l'initiative ne vient pas des responsables subalternes des appareils du Parti et de l'État, mais des technocrates, des intellectuels et du monde scientifique.

Suite à l'aggravation accélérée de la situation économique, caractérisée par le déséquilibre budgétaire, l'endettement alarmant, l'inertie des appareils devant celui-ci et la hantise de la reproduction des événements de Pologne, le Bureau Politique, lors du XII^e Congrès du Parti en mars 1980, transforme sa prise de position de février en décision. Dans ce processus décisionnel inhabituellement rapide, la convergence des facteurs internationaux et nationaux, tout en créant une situation de crise aiguë, n'a pas laissé d'alternatives à la haute direction du Parti. La hantise des événements polonais excluait toute possibilité d'augmentation des prix. Suite à l'occupation des parties stratégiques de l'Afghanistan par l'armée soviétique en décembre 1979, la Hongrie, avec les autres pays de l'Est, subit les conséquences des coupures de crédits occidentaux, et le pays se trouve au bord de l'insolvabilité. Dans cette situation d'urgence, le Conseil des ministres, lors de sa réunion du 19 août 1981, accepte les projets des règlements juridico-administratifs régissant les petites entreprises et organisations. L'objectif de cette décision consistait dans la nécessité immédiate d'améliorer l'efficacité de l'économie et de satisfaire aux besoins de la population.¹⁵

Ainsi, la légalisation des petites entreprises n'était pas prévue dans le plan quinquennal de 1981-1985; celle-ci a été la conséquence des contraintes intérieures et extérieures. Le 1^{er} janvier 1982, les règlements relatifs à la formation et au fonctionnement des petites entreprises entrent en vigueur. Ces règlements autorisent

15. *Magyar Közlöny*, septembre, octobre, novembre 1981 et Voir J. KÁDÁR, « The Basis of Consensus », dans *The New Hungarian Quarterly*, Vol. XXII, no. 86, Summer 1982, p. 15 et R. NYERS, « Patriotism and Economic Growth », dans *The New Hungarian Quarterly*, Vol. XXII, no. 82, Summer 1981, pp. 29-31.

les citoyens du pays à devenir entrepreneurs ou, dans plusieurs cas, à exercer de façon légale des activités économiques considérées auparavant comme « illégales ».

III – LES PROBLÈMES SOCIO-ÉCONOMIQUES INTERNES: LES ASPECTS DÉMOCRATIQUES ET LA PÉNURIE DE MAIN-D'OEUVRE

En Hongrie, tout comme dans les pays occidentaux industrialisés, on observe un taux de natalité décroissant, accentué depuis la fin des années soixante-dix. Les conséquences socio-économiques de cette régression consistent dans la pénurie de main-d'oeuvre.

Vers la fin des années soixante-dix, cette tendance affectait les entreprises étatiques qui, avec les effectifs qui diminuaient chaque année, n'étaient pas en mesure de réaliser les plans. Entre 1977 et 1983, le nombre des ouvriers a diminué de 179,000 pour représenter quelque 4 % de la main-d'oeuvre active du pays. Ainsi, une entreprise métallurgique comptait en mai 1982 quelques 3,300 employés et, en 1983, 700 ouvriers quittaient leur emploi. Dans ce cas, il s'agit donc d'une diminution de plus de 20 % des effectifs.¹⁶

Les autorités du Parti et du gouvernement ont pris des mesures pour remédier à la situation. En premier lieu, l'engagement massif d'ouvriers polonais, dès le début de la décennie quatre-vingt, allait contribuer à la diminution de cette pénurie. Ensuite, les coopératives étaient autorisées à « louer » à l'entreprise étatique une main-d'oeuvre industrielle qualifiée. Dès 1982, les petites entreprises privées étaient également autorisées à louer leur main-d'oeuvre, dont les conditions de travail étaient négociées en fonction des lois du marché. Enfin, la forme spécifique des petites organisations du secteur industriel étatique, la « Communauté économique de travail de l'entreprise » comblait la pénurie de main-d'oeuvre.

Ces mesures prises sous la contrainte économique ont contribué au rétablissement d'un certain équilibre temporaire au niveau de la main-d'oeuvre. Toutefois, ces mêmes mesures ont provoqué l'émergence de problèmes au sein des entreprises étatiques. Ainsi, dès le tournant de la décennie et, plus spécifiquement, à partir de janvier 1982, les entreprises étatiques hongroises emploient une main-d'oeuvre qu'on peut diviser en cinq catégories. Avec l'utilisation de la force de travail et de « sur-travail » de cinq catégories d'ouvriers, les dépenses des entreprises et, par conséquent, les dépenses étatiques ont augmenté de 20 % et plus. Une grande entreprise étatique fabriquant des machines dépense des sommes inégales pour le taux horaire de ses ouvriers des catégories déjà mentionnées.

Du point de vue de la direction de l'entreprise, la force de travail des ouvriers est-allemands et polonais coûte plus cher. À titre d'ouvriers réguliers, ils gagnent beaucoup plus que leurs homologues hongrois pour le même travail. Cette inégalité salariale remet en question le principe adopté par les pays socialistes: « à travail

16. *A VGMK és a vállalati érdek. Esettanulmány egy kohászati vállalatnál*, (La CETE et l'intérêt de l'entreprise. Étude du cas d'une usine métallurgique), Budapest, Munkaügyi Kutató Intézet, 1983, p. 7.

TABLEAU I

Les taux des dépenses salariales de l'entreprise

| <i>Catégories d'ouvriers</i> | <i>Dépenses horaire du travail</i> | | | |
|--|------------------------------------|---|-----|-------|
| Ouvriers de l'entreprise à temps régulier | 50 | — | 60 | Ft.* |
| Ouvriers membres de CETE | 100 | — | 100 | Ft.** |
| Ouvriers « loués » par une coopérative | 120 | — | 130 | Ft. |
| Ouvriers d'une entreprise « coopérante » | | | 120 | Ft. |
| Ouvriers polonais | | | 300 | Ft. |
| * 1 \$ US = + 45 forints | | | | |
| ** Il s'agit de la dépense horaire du sur-travail effectué après huit heures de travail officiel | | | | |

TABLEAU II

Dépenses salariales de l'entreprise pour l'heure de travail

| <i>Catégories d'ouvriers</i> | <i>Taux horaire du salaire</i> | | |
|---|--------------------------------|---|-------------|
| Ouvriers réguliers à temps plein | 23,10 | | forints |
| Ouvriers polonais et est-allemands à temps plein | 160 | — | 180 forints |
| Membres de CETE — sur-travail | 65 | — | 80* forints |
| Ouvriers contractuels des coopératives et des entreprises coopérantes | 130 | | forints |
| * Les ouvriers de cette catégorie payent environ 25 % à 30 % d'impôt sur le revenu complémentaire ¹⁷ | | | |

égal, salaire égal ». Les technocrates, aux prises avec les problèmes quotidiens de l'entreprise, dénoncent la « situation intenable » et « l'illusion » de la réglementation salariale.

Le poids de la crise économique mondiale et la convergence des problèmes socio-économiques de plus en plus aggravés au début de la décennie quatre-vingt ont créé une situation de contrainte aiguë. Il était dans l'intérêt du Parti et du gouvernement de compenser de façon institutionnelle la pénurie de main-d'oeuvre et de pouvoir compter sur celle-ci pour augmenter la productivité. En outre, par la légalisation des petites entreprises et organisations, le gouvernement a créé en même temps des sources de revenu complémentaire.

17. *Ibid.* et Figyelő, le 17 mars 1985.

IV – LA DEUXIÈME ÉCONOMIE: LA POLITIQUE DE LA CONTRAINTE ET LA CONTRAINTE DE LA POLITIQUE

Dès 1980, la présence de deux salariés par famille est devenue presque généralisée. En 1981, 67 % de la main-d'oeuvre active exerçait des activités, sources de revenus complémentaires, au-delà des huit heures de travail quotidien. Parmi les motivations de cette importante fraction de la main-d'oeuvre, les avantages matériels sont prédominants. Ainsi, 33 % des salariés étaient obligés de compléter le revenu familial en raison des « contraintes de l'existence », 58 % avaient comme motivation les « avantages économiques » et 25 % déclaraient que leur « exigence supérieure de consommateur » était à la base de la recherche d'un complément de revenu. En 1982-1983, l'écrasante majorité des familles disposait de sources de revenus complémentaires, et 75 % de la main-d'oeuvre active travaillait aussi dans la deuxième économie.¹⁸

La structure des catégories sociales poursuivant des activités complémentaires dans la deuxième économie, en vue d'augmenter le revenu personnel ou familial, est la suivante:

TABLEAU III

Catégories sociales effectuant le sur-travail
dans la deuxième économie

| Catégories sociales | % de l'ensemble |
|--|-----------------|
| Ouvriers (physiques) agraires | 90 % |
| Ouvriers (physiques) industriels | 70 % |
| Retraités | 40 % - 45 % |
| Intellectuels | 20 % |
| Dirigeants (membres des appareils) ¹⁹ | 10 % |

Il convient de souligner le fait que la grande majorité de la population active contrainte de poursuivre des activités complémentaires se recrute parmi les ouvriers des secteurs industriels et agraires. Si le pourcentage des retraités oscille entre 40 % et 45 %, cela s'explique en grande partie par le fait que les autres, en raison de leur âge avancé ou de maladie, ne sont pas aptes à travailler. Les hauts fonctionnaires du Parti et de l'État bénéficient de pensions de retraite largement suffisantes pour ne pas avoir de soucis financiers.

18. K. FARKAS, « Aki bírja csinálja ». A közvélemény a második gazdaságról » (Fais si tu es capable ». L'opinion publique sur la deuxième économie). Budapest, Tömegkommunikációs Kutatóközpont, 1981, p. 57.

19. O. PIRITYI, « Az életkörülmények alakulása a VI. ötéves tervidőszak első 3 évében és várható alakulása a tervidőszak végéig », (L'évolution des conditions de vie durant les 3 premières années du VI^e plan quinquennal, et l'évolution probable de celles-ci jusqu'à la fin de la période planifiée), Budapest, SZEKI, avril, 1984.

A — Le secteur privé de l'agriculture : un modèle de productivité

Dans l'agriculture, les lopins individuels et les activités complémentaires, c'est-à-dire le sur-travail des propriétaires et de leur familles appartiennent à cette catégorie qui représente 11 % des terres cultivables. Ces lopins, depuis l'application des mesures de la réforme économique de 1968, produisent plus de 30 % de la production agricole du pays. Dans plusieurs domaines, la productivité, liée aux intérêts matériels des producteurs, dépasse de 500 % celle des fermes étatiques. À la lumière de l'expérience hongroise, le programme de M. Gorbatchev, lequel vise tout simplement à doubler la production soviétique avec les mêmes effectifs, apparaît tout à fait compréhensible. En Hongrie, ces lopins individuels produisaient, en 1982, 59 % de la production totale de pommes de terre, 59 % des légumes, 57 % des raisins, 53 % des fruits et 57 % de la viande porcine. Toujours en 1982, les propriétaires et leurs familles ont consacré à ces lopins individuels quelque 2,7 millions d'heures de « sur-travail ». Ce « sur-travail », exécuté après les 8 heures de travail officiel, représente le travail obligatoire et annuel de 1,2 million de travailleurs. Pour cultiver ces lopins individuels, leurs propriétaires et leurs familles ont consacré, en moyenne, 4,9 heures de « sur-travail » par jour.²⁰

Ce secteur privé, de par sa productivité exceptionnelle, deviendra indirectement un « modèle » pour les petites entreprises et organisations dans le secteur industriel étatique.

B — Le secteur des services et des prestations

Dans le domaine des services et des prestations, la planification centrale et les politiques de type soviétique subséquentes, hostiles à la survivance du secteur privé, ont provoqué, dans les pays socialistes, des situations permanentes de carence et de pénurie. Entre 1948 et 1954, suite à une politique discriminatoire drastique, calquée sur le modèle soviétique, plus de 50 % des artisans et petits commerçants ont été contraints d'abandonner leurs activités. Ainsi, en 1954, il n'y avait en Hongrie que quelque 60,000 artisans et commerçants privés. Suite aux politiques consécutives, en 1982, quelque 176,000 artisans et petits commerçants oeuvrent dans ces domaines, et représentent 3,5 % de la main-d'oeuvre active du pays.²¹

C — Le secteur industriel et manufacturier

Dans le secteur industriel, après les nationalisations, il n'existait aucune forme de petites entreprises comparables à celles des pays occidentaux. La légalisation des petites entreprises constitue une sorte de catalyseur et d'amortisseur en matière de problèmes d'emploi. Pour les jeunes diplômés, et la jeunesse en général, des possibilités de créer leur propre emploi et de s'affirmer au niveau professionnel

20. F. NYITRAI, (Mme), « Gazdaság és társadalom kölcsönhatásban » (Économie et société en interaction), dans *Társadalmi Szemle*, mai 1984, pp. 35-36.

21. Cf. *Statistikai évkönyv*, Budapest, KSH, 1982.

existent. Ainsi, l'usine électrique de Ganz à Budapest fut dans l'obligation d'engager des techniciens-spécialistes compétents, puisque le personnel régulier n'était pas capable d'entretenir et de faire fonctionner convenablement l'appareil électronique sophistiqué d'origine suisse. Jusqu'à l'engagement des techniciens-spécialistes d'une petite entreprise privée, 60 % de la production était inutilisable, et la quantité de rebuts causait des pertes considérables à l'entreprise étatique. Depuis l'engagement des techniciens-spécialistes d'une petite entreprise privée, le pourcentage de rebuts est tombé à 5 %. Cependant, les ouvriers réguliers qui y travaillent depuis plusieurs décennies gagnent 5 à 6 fois moins que les jeunes techniciens-spécialistes de la petite entreprise privée.²²

D — Le secteur du commerce intérieur : restauration et magasins d'alimentation

Dans ce secteur, la mise en location-gérance de restaurants, cafés et magasins d'alimentation s'effectue dans le cadre de ventes aux enchères. L'État met en location-gérance l'établissement contre un montant adjugé lors de la vente. Dans le secteur connexe des magasins d'alimentation, la mise en location-gérance contribue à l'amélioration notable, tant quantitative que qualitative, des services à la population. Les gérants peuvent engager le personnel salarié dont les conditions salariales dépendent des lois du marché. Dans ces magasins, le service est plus poli et plus attentif; les périodes d'ouverture sont plus flexibles et s'adaptent mieux à la disponibilité de la clientèle. Les magasins sous location-gérance payent à l'État 57 % de plus de revenu que les magasins dirigés par les employés étatiques.

Avant le 1^{er} janvier 1982, la notion de « deuxième économie » désignait les activités les plus diverses effectuées en-dehors de l'occupation officielle sous forme de « sur-travail », légal ou illégal, rémunéré. Les réseaux et combines ont créé des liens de solidarité en fonction de l'intérêt commun entre travailleurs et utilisateurs. En outre, le gouvernement était privé d'une somme d'argent considérable qui circulait dans ce domaine quasi insaisissable, échappant ainsi à tout contrôle fiscal. Par la légalisation des petites entreprises et organisations, les activités de la « deuxième économie » ont été placées sous contrôle étatique.

Les petites entreprises et organisations, sous toutes leurs formes, appartiennent à la « deuxième économie ». « Toute activité économique, valorisée en dehors du secteur de l'économie socialiste, dont le revenu ne fait pas partie de la redistribution socialement organisée des revenus, appartient à la deuxième économie.²³

La tendance orientée vers l'intérêt matériel est la caractéristique générale la plus marquante de toutes les formes d'activités de la deuxième économie. Les petites organisations du secteur étatique offrent des possibilités en vue d'obtenir un revenu complémentaire pour l'élite des ouvriers. Seuls les petits commerçants,

22. Cf. *Népszabadság*, le 8 juillet 1985.

23. R.I. GÁBOR et P. GALASI, « A második gazdaság », (La deuxième économie), Budapest, KJU, 1981, p. 17. et R.I. GÁBOR, « Második gazdaság: magyar tapasztalatok », (Deuxième économie: l'expérience hongroise), dans *Valóság*, 1985, no. 2, p. 21.

artisans et entrepreneurs, gérants-locataires risquent leur investissement et leur revenu personnel, et seule cette catégorie correspond à la notion de petites entreprises et organisations au sens universel du terme.

V – LES PETITES ENTREPRISES ET ORGANISATIONS: QUELQUES CARACTÉRISTIQUES ET PARTICULARITÉS

Ainsi, une distinction s'impose entre les petites entreprises et organisations du secteur privé et celles du secteur étatique. Bien que les activités de ces deux secteurs au sein des petites entreprises et organisations soient considérées comme partie intégrante de la « deuxième économie », la différence est fondamentale. C'est seulement dans le secteur privé que l'entrepreneur hongrois, comme partout ailleurs, se lance dans l'entreprise en y consacrant son capital, son savoir-faire, une partie de son temps libre en vue d'obtenir du profit.

En ce qui concerne les investissements, les écarts sont considérables. Les petites entreprises et organisations spécialisées dans les activités professionnelles, telles que la Société de droit civil (SDC) et une grande partie des Communautés économiques de travail (CET), exigent de la part des adhérents le montant minimal de 1000 forints, soit approximativement \$25, US, (ce montant représente environ entre 15 % et 20 % d'un salaire mensuel d'un salarié moyen).

Par contre, les petites entreprises et organisations orientées vers la production manufacturière et les services exigent un investissement considérable de la part des membres. Ainsi, les 15 membres-fondateurs d'une coopérative ont investi 1,2 million de forints, environ 30,000 \$ US. Les petits artisans et commerçants entrepreneurs individuels, comme les membres des petites coopératives, assurent et risquent leurs investissements. Ainsi, dans la plupart des petites entreprises et organisations, et surtout dans celles du secteur étatique, les membres n'ont pas investi de capital financier mais bien du capital humain. Cela s'explique par le fait que 50 % des entrepreneurs sont âgés de moins de quarante ans. Cette jeune génération n'est pas en mesure d'accumuler l'investissement nécessaire. Les entrepreneurs se lancent dans les affaires avec leur savoir-faire et leur force de travail. En cas de faillite, la majorité des petites entreprises et organisations peuvent être dissoutes sans provoquer de conséquences existentielles pour leurs membres. Cela explique en partie que le projet de loi sur les faillites de 1985 ait été ajourné.

Le revenu des petites entreprises totalisait 5 milliards de forints en 1983, et ce chiffre a doublé et même triplé en 1984-1985. En 1984, les quelque 20,000 petites entreprises et organisations comptaient plus de 250,000 membres, représentant plus de 5 % de la main-d'oeuvre active, et disposaient d'un revenu de 13,2 milliards de forints.²⁴

24. Magyar Hirlap, 15 mars 1985.

TABLEAU IV

Revenu d'un membre des petites entreprises entre 1982 et 1985²⁵

| <i>Catégories d'impôts</i> | 1982 | (Augmentation en % par rapport à 1984) | 1985 |
|--|---------|---|---------|
| Impôt d'entrepreneur | 110,000 | | 110,000 |
| * Impôt particulier | 0 | | 11,000 |
| * Impôt de circulation | 0 | 10 % | 9,900 |
| Revenu brut | 110,000 | | 99,000 |
| Impôt de base des sociétés | 110,000 | | 89,000 |
| * Impôt sur les sociétés privées | 3,300 | 6 % | 5,300 |
| Revenu brut (par membre) | 106,700 | | 83,000 |
| * Assurance sociale (par membre) | 3,000 | 10 % | 8,300 |
| Exemption sur le revenu | 5,335 | | 4,190 |
| Impôt de base de membres | 98,365 | | 71,230 |
| * Impôt sur le revenu personnel | 15,400 | | 5,846 |
| * Taxe municipale (10 % du revenu personnel) | 1,540 | | 585 |
| Total d'impôts à payer: | 23,240 | | 41,011 |
| Revenu net par membre: | 86,760 | | 68,989 |
| Revenu réel par membre: | 63,520 | | 27,009 |

Le décret No 1/1985/1.10 du Conseil des ministres a augmenté de 10 % l'impôt particulier et l'assurance sociale à payer pour chaque employé du secteur privé. Une partie des entrepreneurs considère l'augmentation progressive des charges fiscales comme une « crise de confiance » envers le gouvernement. « Ceux qui en étaient persuadés, brandissent le décret au nez des dirigeants en disant que leur méfiance n'était pas sans fondement. En d'autres termes, le décret diminue le crédit des dirigeants. »²⁶

Dans le secteur de l'industrie de la restauration, la mise en location-gérance des établissements était dans l'intérêt de l'État. D'après la revue *Vie et littérature*, dans ce secteur la facture a été payée par l'État et par le client. L'État n'était pas en mesure de contrôler les réseaux et les revenus illégaux obtenus par les employés d'État. Les gérants fixent eux-mêmes leurs prix réels en fonction des lois du marché et ils payent des impôts élevés sur leurs revenus. En plus, ils payent les diverses assurances d'après leurs employés, et ces derniers payent l'impôt sur leurs propres revenus. Deuxièmement, l'État n'est plus obligé de payer ses propres employés qui, auparavant, ont effectivement gagné plusieurs fois leurs salaires fixes non déclarés. Dans ce secteur, malgré la légalisation des petites entreprises, les frontières entre la légalité et le marché noir sont presque incontrôlables, et surtout perméables.²⁷

Un journaliste de la revue en question relate en détail la mise en vente aux enchères d'un café de Siofok, ville touristique au bord du lac Balaton. Le café No

25. *Heti Világgazdaság*, 23 février 1985, pp. 34-35.

* Déduction du revenu net.

26. *Figyelő*, le 14 mars 1985.

27. *Élet és Irodalom*, le 18 juillet 1982.

211 se trouve dans un « état lamentable ». Le prix de location-gérance est fixé à 4,710,000 forints pour une durée de 34 mois*. Le futur gérant-locataire devait déposer le montant de 300,000 forints** à titre de garantie.

À l'occasion de cette vente aux enchères, il y avait 40 intéressés. Parmi ceux-ci, il y avait des « nègres »***, c'est-à-dire des personnes qui veulent investir leur capital de façon illégale et bénéficier, en proportion de leur investissement, du profit. Dans beaucoup de cas, le futur gérant-locataire n'a pas la garantie nécessaire, mais ses « associés-nègres », d'après le journaliste, règlent ce problème pour lui contre un partage proportionnel du profit. En général, c'est le gérant-locataire qui travaille, organise les affaires et, en cas de faillite, endosse les conséquences. Quant à ses créanciers, ils n'ont aucun moyen légal pour réclamer le montant perdu.²⁸

VI – LES PETITES ENTREPRISES ET ORGANISATIONS DU SECTEUR ÉTATIQUE: L'ÉMERGENCE D'UNE CERTAINE FORME DE DÉMOCRATIE INDUSTRIELLE

Le démantèlement des grands trusts, dès 1979, et la formation des petites et moyennes entreprises étatiques contribuaient au rétablissement de la responsabilité personnelle des dirigeants économiques. La forme dominante des petites organisations du secteur étatique, la Communauté économique de travail de l'entreprise (CETE), favorise l'intérêt, l'initiative et le développement des responsabilités parmi les membres.

En général, la grande majorité des communautés économiques de travail des entreprises a été formée par la participation sélectionnée de l'élite des meilleurs ouvriers. Les membres se connaissent depuis longtemps et la confiance mutuelle est de rigueur. La cohésion et la confiance mutuelle des membres sont, en même temps, des garanties supplémentaires de bon fonctionnement et d'efficacité. Ces caractéristiques s'expliquent, en partie, par le fait que la grande majorité des communautés économiques de travail des entreprises ne dépassent guère 20 membres.

TABLEAU V²⁹

Stratification des effectifs des C.E.T.E. en 1983

| <i>Membres</i> | <i>% de l'ensemble</i> |
|-----------------|------------------------|
| – 10 personnes | 56 % |
| 10-20 personnes | 27 % |
| 20-30 personnes | 14 % |
| + 30 personnes | 2 % |

* Ce montant représente environ le salaire d'un ouvrier qualifié pendant 70 (soixante-dix) ans.

** Équivalent du salaire de 4-5 ans d'un ouvrier qualifié.

*** Il s'agit de l'allusion au marché « noir ».

28. E. TAMÁS, « Versenyárgyalás », (Vente aux enchères), dans *Élet és Irodalom*, le 14 février 1981.

29. « Vállalkozók a kisvállalkozásról », (Entrepreneurs sur les petites entreprises), Budapest, Munkaügyi Kutató Intézet, mai 1984, pp. 10.12.

Le « représentant » des ouvriers-membres est élu par les membres de la CETE en fonction de ses compétences. Il est le seul à bénéficier d'un quasi-statut quo de « dirigeant-représentant » tout en exécutant le même travail physique que les autres membres pour le même salaire. Quant aux problèmes, ils doivent les résoudre collectivement, et le « dirigeant » est responsable, il ne peut pas en référer aux « instances » supérieures.

Les membres choisissent leurs collègues en fonction d'un seul critère: la productivité. Généralement, la règle établie par les membres de ces communautés, « productivité égale, salaire égal », est appliquée à la lettre.

« Ici le niveau d'organisation est supérieur à celui du lieu du travail officiel... Dans la communauté économique de travail de l'entreprise, les membres sont sélectionnés... Il nous est arrivé de travailler à la fois sur 2 ou 3 machines où une seule personne exécutait le travail de trois ouvriers. Dans l'exécution de mon travail, j'ai utilisé onze « innovations »,³⁰ affirme un responsable de CETE.

Les témoignages convergent vers la confirmation générale de la suprématie organisationnelle de la productivité, de la discipline et de la responsabilité de ces communautés. Les phénomènes tels que l'alcoolisme, les accidents de travail, le retard ou le ralentissement de la production ne sont pas tolérés par les membres.

« Si quelqu'un nous a promis qu'il viendra travailler et qu'il ne vient pas, il lui reste une seule chance, après quoi il sera exclu. L'alcool est une cause d'exclusion sur le champ, l'accident de travail est inadmissible... Ce sont les « règles des loups » qui règnent ici... La direction du travail est une tâche économique, et les appareils sociaux n'ont aucun mot à dire ».³¹

Dans plusieurs communautés, la règle suivante est appliquée à la lettre par les membres. Si un membre de la CETE ne se trouve pas en habit de travail à sa place à la minute exacte du début du sur-travail, il paye une amende à la CETE, laquelle peut représenter même plus de 10 % de son revenu mensuel complémentaire.

Au niveau de la gestion, l'expérience concluante des CETE a contribué à l'émergence d'une certaine forme de démocratie industrielle à l'échelle des entreprises étatiques. Le principe électif et la « méritocratie » pratiqués par les CETE, et expérimentés avec succès dans les coopératives agricoles depuis plus d'une décennie, ont été introduits dans le secteur industriel étatique en 1985. Ainsi, la gestion de l'entreprise étatique est désormais assurée par l'existence d'un conseil composé, dans une proportion respective, de 50 % par les délégués des travailleurs (élus au scrutin secret) et par les dirigeants de l'entreprise. C'est le conseil qui procède à l'élection ou à la destitution du directeur de l'entreprise étatique. Le directeur élu doit respecter de la même façon la volonté des ouvriers et celle de ses collègues de la direction. L'entreprise doit être rentable, sinon les autorités étatiques peuvent la liquider.

30. « A VGMK és a vállalati érdek... » (La communauté économique de travail de l'entreprise et l'intérêt de l'entreprise...) *op. cit.*, p. 60.

31. *Magyar Hírlap*, le 12 juillet 1984.

À côté de ces « vertus », les CETE sont susceptibles de produire des effets négatifs pour les entreprises étatiques.

1. Les membres de ces communautés entreprennent du sur-travail exagéré et nuisible à la santé des travailleurs-entrepreneurs. (Impact sur la vie familiale, progression du taux de mortalité).
2. Les ouvriers membres des CETE « retiennent » davantage leur force de travail pendant le temps officiel en vue d'une meilleure utilisation pour le temps complémentaire. Ce phénomène provoque, directement ou indirectement, un impact négatif sur la discipline de travail.
3. Seulement un cercle fermé d'ouvriers, les meilleurs, obtiennent ce revenu complémentaire avec leur sur-travail.
4. Les activités des CETE, influencées par les lois du marché, ne sont pas planifiables à l'avance par les autorités étatiques.

En ce qui concerne l'appréciation des CETE par des économistes, ils affirment que les petites entreprises et organisations, considérées souvent comme faisant partie de « l'économie de l'ombre », brillent à côté de l'économie étatique par leur haut niveau de productivité.³²

VII – LA MUTATION DE LA CULTURE POLITIQUE: LA FONCTION DE LA CRITIQUE

Les revues spécialisées comme l'*Hebdomadaire de l'Économie Mondiale* (*Heti Világgazdaság*), l'*Observateur* (*Figyelő*), ou la *Revue d'Économie Publique* (*Közgazdasági Szemle*) de l'Académie des Sciences de Hongrie offrent aux spécialistes des forums où les opinions et critiques s'expriment librement. La revue *Trouvaille* (*Ötlet*) est au service exclusif des petites entreprises et organisations.

Les spécialistes et les collaborateurs de la revue *Hebdomadaire de l'Économie Mondiale* offrent des conseils juridiques et techniques aux entrepreneurs. De plus, l'équipe spécialisée de la rédaction étudie et compare les petites entreprises et organisations de la Hongrie et du monde occidental. Les experts regroupés autour de cette revue mettent également en évidence l'absence d'aide financière, technique ou juridique et celle de la représentation des intérêts des petits entrepreneurs. « La représentation des intérêts des petits entrepreneurs est une question qui attend une réponse depuis longtemps... Ils ne disposent d'aucune organisation susceptible de représenter leurs propres intérêts. »³³

La revue scientifique « *Közgazdasági Szemle* » (*Revue d'Économie Publique*) étudie et analyse les petites entreprises et organisations en tant que partie d'un système problématique. En ce qui concerne la partie critique, le diagnostic des auteurs est plutôt sombre sur l'économie étatique.

32. Z. ROMÁN, « Az árnyékgazdaság fényei », (Les lumières de l'économie de l'ombre), dans *Figyelő*, le 20 décembre 1984.

33. *Heti Világgazdaság*, le 24 novembre 1984.

« Le temps est passé sur la plupart de nos entreprises: le fonctionnement des usines avec notre technologie et notre structure de production est dépassé. »³⁴

Ces experts présument que le revenu national à tendance diminutive ne permet pas d'investissements d'envergure pour la modernisation. La contrainte de la situation économique impose au pays la réalisation de deux tâches majeures:

Premièrement, il faut rééquilibrer nos relations avec les fluctuations de l'économie mondiale. Deuxièmement, il faut ouvrir toutes les portes aux entrepreneurs. (La deuxième tâche est en même temps la condition de la première) ». ³⁵

Les « notions clés » de l'entreprise, de l'avis des auteurs, doivent être rattachées aux valeurs et concepts universels suivants: « liberté, responsabilité, unité du risque, esprit inventif, flexibilité, adaptation créative, bien-être en fonction de la productivité, possibilité de mettre en oeuvre son bon sens et coopération organisée et libre des hommes ». ³⁶

Les auteurs attirent l'attention des responsables politiques sur l'impact socio-économique de la progression des charges fiscales. Au-delà d'une certaine limite, les charges fiscales sont susceptibles de provoquer des effets contraires aux résultats escomptés. Ainsi, à moyen et à long terme, les dirigeants politiques doivent pondérer leurs décisions dans la mesure où ceux-ci désirent ou veulent promouvoir le développement des petites entreprises et organisations. Ce développement, qui est dans l'intérêt de l'économie nationale, dépend, en dernière analyse, des décisions politiques et d'économie politique que les dirigeants prendront. « La petite entreprise va se développer si on la laisse prospérer et non pas étrangler par l'impôt exagéré, les tracasseries bureaucratiques et une discrimination monopolistique. »³⁷

L'opinion des dirigeants économiques est très proche de celle des scientifiques. Cette catégorie englobant les personnes présentes sur le lieu du travail productif, leurs opinions sur les petites entreprises et organisations du secteur étatique sont basées sur l'expérience concrète.

Du point de vue de l'approche structurelle, cette catégorie de dirigeants juge « insignifiantes » les petites organisations du secteur étatique. D'après ce point de vue, les petites organisations de ce secteur ne sont que des « formations transitoires », lesquelles contribuent à démontrer et à accentuer les contradictions de l'économie étatique sans résoudre les problèmes de façon définitive. Toutefois, ces dirigeants, qui jugent ainsi les petites organisations du secteur de l'économie étatique, reconnaissent leur utilité socio-économique immédiate. Ainsi, elles contri-

34. J. BÁRSONY et I. SZIKLAY, « Néhány gondolat a szocialista vállalkozásról » (Quelques idées sur l'entreprise socialiste des entrepreneurs), dans *Közgazdasági Szemle*, 1984, Vol. XXXI, no. 2, p. 1363.

35. *Idem*.

36. *Ibid*, p. 1364.

37. *Ibid*, p. 1371.

buent à apaiser les problèmes aigus des entreprises étatiques, diminuent l'exaspération et les revendications salariales des ouvriers.³⁸

En ce qui concerne l'attitude des dirigeants politiques, un membre du Bureau Politique avait confirmé en 1981 le bien-fondé de l'utilité sociale et économique des petites entreprises et organisations. Ce haut responsable a mis en garde les appareils que leur opposition éventuelle ne se traduise, en fait, par la défense de l'inefficacité, du conservatisme et de la paresse.

« On voulait protéger le socialisme de la mise en location des terres, des propriétaires de casse-croûte, des réfrigérateurs, à l'exception d'une chose: de la paresse et de l'inertie. Or, le socialisme ne peut pas être privé de discipline, d'assiduité et d'un travail meilleur et efficace. À celui qui est apte et qui veut entreprendre un tel travail, il faut aussi lui reconnaître le droit à la réussite. »³⁹

Les petits entrepreneurs mettent l'accent sur les problèmes de fonctionnement de leurs entreprises et organisations. Parmi les problèmes, on peut identifier les suivants:

- les conditions générales de fonctionnement;
- la bureaucratie de l'administration étatique;
- les règlements juridiques et financiers discriminatoires (entre entreprises étatiques et petites entreprises privées);
- la pression psychologique de leur milieu;
- l'inexistence d'organisation du groupe d'intérêt.⁴⁰

La plupart d'entre eux mentionnent l'incertitude et ne prévoient pas d'investissements à long terme. Le fonctionnement des petites entreprises du secteur privé est axé sur la planification des activités à court terme. Ce fait est grandement déterminé par le changement fréquent des règlements, et surtout par l'introduction de l'impôt particulier dès le 1^{er} janvier 1985. Ainsi, l'impôt particulier de 10 %, l'augmentation substantielle de l'impôt sur les sociétés (50 %) et celle de l'assurance sociale des salariés a réduit entre 15 % et 20 % les revenus des petits entrepreneurs en 1985.⁴¹

En ce qui concerne les petites organisations du secteur étatique, les ouvriers, de plus en plus ouvertement, remettent en question le maintien des postes des cadres socio-politiques. Le maintien des postes des cadres socio-politiques, sans travail productif, suscite des réactions acerbes chez les ouvriers. « À mon avis, nous pourrions être privés, « en riant », de la moitié des dirigeants. Beaucoup ont été parachutés d'en haut sans doute parce qu'ici ils ne peuvent pas commettre de grands dommages. »⁴²

38. « Vélemények a kisvállalkozásról », (Opinions sur la petite entreprise), Budapest, SZEKI, Kutatási gyorstájékoztató, juin 1983.

39. *Magyar Hírlap*, le 17 octobre 1981.

40. *Heti Világgazdaság*, le 7 janvier 1984, pp. 34-35.

41. *Heti Világgazdaság*, le 23 février 1985, p. 34.

42. *Élet és Irodalom*, le 4 juin 1982.

L'institut de Recherche de Travail appliqué a effectué une étude de cas dans une usine sidérurgique, étude portant entre autres sur l'attitude des ouvriers membres des CETE en question. Au sein de cette entreprise, le clivage entre productifs et improductifs est susceptible de contribuer à la remise en question des postes administratifs occupés par les cadres du Parti et des syndicats. Sur ce point, un technocrate, membre de l'une des communautés, effectuant le travail physique, interprète l'état d'esprit des « productifs » comme suit:

Une véritable entreprise serait la suivante: si je pouvais louer et gérer l'entreprise. Si j'avais les mains libres pour sa réorganisation. Pour le moment, j'ai six chefs, en plus il y a cent personnes comme moi qui travaillent ici, et nous payons encore cent autres personnes...⁴³

Observable chez les technocrates, ce type de raisonnement traduit d'ailleurs l'avis général des ouvriers physiques. Cet état d'esprit met en relief les problèmes structurels et organisationnels des entreprises étatiques. Pour la grande majorité des technocrates, les communautés économiques de travail des entreprises sont considérées comme des « béquilles » soutenant un « malade ». Les petites entreprises offrent l'occasion à « l'homme de produire, plus » mais seulement pour un sur-travail rémunéré. « Il n'est pas simple de transformer les entreprises (étatiques, P.P) en entreprises des entrepreneurs. Pour cela, les règlements ne sont pas suffisants, tout l'appareil socio-économique devrait changer. »⁴⁴

CONCLUSION

L'émergence des petites entreprises n'était pas prévue par la planification, leur légalisation était le résultat de la contrainte. La convergence des facteurs internationaux et nationaux devient déterminante ne laissant pas de choix aux dirigeants.

La transplantation de l'expérience hongroise en URSS pourrait se heurter à la résistance des appareils et à des problèmes semblables à ceux surgis après l'importation des technologies occidentales dans les pays de l'Est. La Hongrie est en avance sur l'URSS et les autres pays de l'Est, notamment en matière de culture politique. En Hongrie, le pluralisme des candidats lors des élections municipales est lié au changement de la culture politique, et l'évolution de celle-ci, aux effets socio-politiques des changements économiques. À cet égard, il ne faut pas oublier que si en URSS la formation de sociologues n'a commencé que depuis 1985, en Hongrie, l'Institut de Sociologie de l'Académie des Sciences de Hongrie a rendu un service précieux dans le processus de démocratisation. En outre, la Hongrie est le seul pays de l'Est où, depuis quelques années, a été instauré un programme de science politique. D'après l'académicienne soviétique, la démocratisation de la société est une condition préalable à la réalisation des réformes économiques. Cette démocratisation exige nécessairement des changements dans la culture politique.

43. « A VGMK és a vállalati érdek. Esettanulmány egy kohászati vállalatnál » (La communauté économique de travail de l'entreprise et l'intérêt de l'entreprise. Étude du cas d'une entreprise sidérurgique), *op. cit.* p. 70.

44. I. KOCSI, « Látélet és diagnózis » (Examen et diagnostic), dans *Magyar Hírlap*, le 12 juillet 1984.

« J'ai parlé seulement des mesures affectant l'économie et pourtant elles sont en train de se développer. Il est trop tôt pour parler de résultats. Il s'agit seulement de premiers pas. Pour cette raison, je mettrai en priorité d'autres éléments tels que des signes perceptibles de la démocratisation de la vie sociale : une presse, une radio et une télévision entièrement différentes, de même que le renouveau de l'activité sociale ». ⁴⁵

Cette « autre presse » à laquelle fait allusion l'académicienne soviétique a tout de même la possibilité, en Hongrie, de publier plus librement certaines nouvelles dans les journaux, et ce, dans un langage accessible et compréhensible pour tous. « Et l'entreprise qui « prend » une commande en provenance du secteur public ? Le chroniqueur a juré qu'il n'écrit rien qui ne pourrait être prouvé par les faits. Plusieurs ont raconté comment ils ont obtenu de tels contrats mais ils ont aussitôt ajouté : « Ils » nieront tout s'il arrivait que l'affaire soit en cause. Le chroniqueur, ne peut que réfléchir sur l'état de la moralité de ceux qui sont autorisés à prendre des décisions et à interpellier l'histoire : comment en Angleterre, suite à la révolution bourgeoise, la corruption, laquelle imprégnait tout, a été éliminée. Pour le faire il a fallu à peine un siècle ». ⁴⁶

Sans tenir compte de ces changements survenus dans la culture politique et des normes qui en découlent, il est difficile de transplanter l'expérience hongroise en URSS ou dans les pays socialistes voisins. Les petites entreprises et organisations représentent des éléments de réponse particuliers aux problèmes spécifiques de la Hongrie. En outre, les petites entreprises et organisations ont mis en relief les problèmes organisationnels et structurels de l'économie socialiste centralisée et planifiée.

45. I. ZALAI, « Interju Tatjana Zaszlavszkaja akadémikussal a szovjet tarsadalom és gazdaság megújulásáról », (Interview avec l'académicienne soviétique Tatiana Zaslavskaia sur le renouveau de la société et de l'économie soviétique), dans *Népszabadság*, le 24 janvier 1987.

46. I. KUN, « A munka becsülete », (L'honneur du travail), dans *Élet és Irodalom*, le 2 mai 1986.